

# Discours du Président de la République à l'occasion de la réception des maires.

Heureux de vous retrouver. Bonjour à toutes et tous.  
Alors, Monsieur le Premier ministre, Mesdames,  
Messieurs les ministres, Madame la Première ministre,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs les maires.

Je suis très heureux, nous sommes très heureux de vous retrouver ici à l'Élysée, d'abord pour vous féliciter, parce que certaines et certains ont été élus pour la première fois, d'autres ont été réélus. Enfin, vous êtes tous là parce que vous avez gagné des batailles électorales, vous avez convaincu nos compatriotes dans vos communes, en jouant un rôle essentiel. Et donc je suis heureux d'être là.

Certains, d'ailleurs, ont réglé les choses au niveau de l'intercommunalité déjà, d'autres sont en train de le faire, ce qui explique leur absence. Mais nous nous retrouvons ce soir avec, au fond, de nouvelles équipes dans nos communes. C'est un peu pour ça qu'avec le Premier ministre et les ministres, on voulait vous retrouver et vous proposer de venir passer cette journée, et puis de la clôturer ici par un moment plus convivial.

Alors, moi, je voulais vous dire simplement quelques mots, quelques convictions. Je sais qu'il y a eu des groupes de travail sur la sécurité, sur les relations État-collectivité locale, les services publics du quotidien, et avec certaines collectivités d'Outre-mer. Il y a eu déjà du travail qui a pu se faire entre les uns et les autres. Maintenant, moi, je voulais vous dire quelques convictions.

La première, au fond, c'est que vous sortez de campagnes qui, bien souvent, je le sais, ont été difficiles. Ça a été retranscrit, ça a été dit, mais le fond de l'air a été dur. Il y a eu des attaques, il y a eu des menaces, il y a eu des propos inacceptables, certains élus ont été chahutés, il y a eu des propos racistes. Je voulais ici vous redire le soutien de la République, du Gouvernement, et que rien ne justifie jamais, en démocratie, en République, cela. Vous avez vécu quelque chose qui est un symptôme de la société, mais je voulais ici vous redire tout notre soutien, notre engagement, celui du Premier ministre, de son Gouvernement, le respect, le respect, le respect, aucun écart, et on sera intraitable pour protéger tous les élus. Ceci s'appuie aussi sur un travail qui a été fait ces dernières années.

Élisabeth Borne est avec nous. Je n'oublie pas que quand elle était Première ministre, avec Madame la ministre et le ministre de l'Intérieur de l'époque, Gérard Darmanin, il y a eu à l'été 2023 une série de textes qui ont été passés, la réforme, pour justement davantage protéger nos élus face à toutes ces menaces et on continuera de les appliquer.

Maintenant, on ouvre une nouvelle phase. Vous vous installez, vous arrivez, vous êtes reconfirmés. Je sais que votre souhait, c'est surtout d'installer maintenant vos équipes et d'œuvrer. Au fond, on a besoin de vous. Je le dis ici avec un attachement tout particulier, parce que ça va bientôt faire neuf ans que je suis là. À chaque fois que c'est difficile, les maires sont là. À chaque fois que la société doute d'elle-même, qu'on est confronté à des grandes menaces, c'est vous les premières et les premiers qui êtes confrontés à cela. Quelque chose me dit que les temps qui sont les nôtres ne vont pas être beaucoup plus simples. Je veux ici vous encourager, vous dire qu'on est à vos côtés pour le début de vos mandats, pour pouvoir justement à la fois développer vos projets, mais bâtir ce lien. Parce qu'une nation, la République, c'est avant tout cela. C'est de porter des ambitions. Il y a eu des accords, des désaccords. Vous portez des projets pour vos territoires, mais vous êtes les garants, là où vous êtes, comme je le suis là où je suis, les garants de ce lien, de ce qui nous réunit, et qui doit aller avec de l'apaisement, avec une ambition comprise, partagée par tous, mais avec la volonté qu'on se tienne tous ensemble dans la même cité. C'est très important au moment où nous vivons.

Pour réussir ça, le Gouvernement est à la tâche, et je veux remercier vraiment le Premier ministre et ses ministres, avec d'abord plusieurs choses qui sont en train d'être faites et qui ont été faites pour les élus que vous êtes, la simplification, la déconcentration, la décentralisation aussi. Toutes ces dernières années, on a, au fond, eu une philosophie assez simple, plutôt de la stabilité institutionnelle, parce qu'il y avait eu beaucoup de changements, et d'essayer avec pragmatisme d'accompagner. Il y a eu les lois Engagement et Proximité, on a fait de la différenciation. Tout ça, d'ailleurs, sortait du Grand Débat, et c'était grâce aux maires, surtout grâce aux maires ruraux, qui nous avaient beaucoup aidés.

Je n'oublie pas votre éminent prédécesseur avec qui on avait lancé ce Grand Débat. On était revenus avec ces lois qui avaient simplifié les choses. J'avais pris aussi des engagements auprès de vous ou de vos prédécesseurs de mieux reconnaître l'engagement des élus locaux et des maires en particulier au service de la République. La loi sur le statut de l' élu adoptée par le Parlement le 8 décembre 2025 a traduit cette reconnaissance. Et elle a permis de nombreuses avancées avec un statut de l' élu qui est un vrai bouclier, un vrai levier d'engagement dans la vie locale, revalorisation des indemnités, formation, facilité très pragmatique pour concilier les différentes dimensions de la vie, et renforcer la protection, meilleur accompagnement dans l'après. Je veux vraiment remercier le Premier ministre et la ministre Gatel qui ont porté ce texte. Et madame la ministre, je sais combien cela vous importait.

Là, maintenant, on a ouvert de nouveaux chantiers. Je veux juste que vous les ayez en tête, d'abord renforcer le couple préfet-maire, ce fameux couple dont on a tant parlé pendant le covid et qui a si bien marché. Au fond, moi, mon obsession, c'est d'essayer de vous aider, d'aider aussi les services de l'État, parce que je dis tout ça avec beaucoup de reconnaissance pour vos collègues élus, pour les fonctionnaires territoriaux et pour tous les services de l'État qui travaillent avec vous. Mais on s'est tous émerveillés, on s'émerveille tous à chaque crise en disant « ça marche bien ». Dès qu'on revient, si je puis dire, en temps de paix, on remet toutes les procédures qui compliquent la vie. Donc là, on a une chose qu'on fait avancer et qu'on accélère avec les textes en cours, le couple préfet-maire, capacité à pouvoir déroger, aller plus loin. Et donc là-dessus, il y a un renforcement de l'état local qui sera pris avec un texte qui arrive.

Deuxièmement, simplification. Là, il y a tout un chantier qui a été lancé. L'un d'entre vous, d'ailleurs, a beaucoup porté ce chantier, nous a beaucoup aidé, Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières. Sur la base de ce travail, il y a eu tout un tas de textes réglementaires qui ont été faits, qui ont permis de simplifier beaucoup de choses, souvent des choses qui paraissent évidentes quand on dit qu'on les supprime.

Enfin, elles existaient, et qui ont un impact direct dans la vie locale. Et là, au Conseil des ministres, dernier Conseil des ministres, projet de loi de simplification de l'action locale qui a été examiné et qui va permettre de nombreuses simplifications qui étaient du domaine législatif et bien souvent attendues par vous, demandées par vos prédécesseurs, parfois, je devrais dire, demandées par les anté-prédécesseurs même, quelquefois.

Et puis, il y a le chantier de la décentralisation. Et là, je veux remercier Éric Woerth qui a fait un très gros travail et qui a préparé la piste. Là-dessus, il y a tout un travail qui est en train d'être finalisé sous l'autorité du Premier ministre, avec des idées en matière de logement en particulier, assez radicales, auxquelles on croit beaucoup, mais qui va là aussi arriver dans les prochaines semaines. Tout ça pour vous dire que ça continue, on continue d'avancer, d'être à vos côtés pour vous permettre d'agir.

La deuxième chose dont je voulais vous dire un mot, c'est au fond le moment qu'on est en train de vivre. Je ne vais pas ici vous parler de politique internationale. Vous la voyez chaque jour, elle m'inquiète autant que vous, mais ce que nous vivons depuis des années nous dit une chose très simple. Le Covid, la guerre en Ukraine et donc le retour de la guerre sur le sol européen, le doute qu'on peut avoir sur certains alliés, le désordre international et maintenant la guerre en Iran avec tout ce qu'elle a comme conséquence sur nos vies. Tout ça doit forger en nous, en plus des grandes transformations technologiques et des changements climatiques qui impliquent aussi des changements dans nos vies, tout ça doit nous donner une conviction qu'on doit porter ensemble.

Nous devons être plus indépendants. Indépendant, ça ne veut pas dire vivre comme une île, ça ne veut pas dire se couper du monde. Mais au fond, ces chocs, ces grandes crises que nous vivons tous ensemble disent une chose. Partout où notre nation et ses territoires ont des vulnérabilités excessives, des dépendances, ce sont des fragilités, compte tenu du monde dans lequel nous vivons, Cela peut être de grands risques. On l'a vu au moment de la pandémie. On pensait que c'était rien de ne plus faire de masques chez nous. On a vu le drame. Il faut regarder partout où nous avons des dépendances du tel ordre et agir. Et au fond, le fil rouge pour moi de ces dernières années, de ce qu'on fait au niveau français et européen, c'est ça, une bataille pour notre indépendance. Et ce qu'on doit continuer de faire, c'est cela.

C'est ce qui va scander l'action du gouvernement dans les jours, si j'ose dire, les semaines, les mois à venir. L'indépendance agricole. Beaucoup d'entre vous sont sur des territoires agricoles. Avec le Premier ministre et Madame la ministre, il y a une loi d'urgence qui arrive, elle va être débattue, puis votée dans les meilleurs délais. Au fond, qu'est-ce qu'elle porte, cette loi d'urgence agricole ? Notre possibilité de continuer de produire. Parce que l'empilement des règles européennes, et parfois nationales, pour mieux faire, et nous voulons continuer, et d'ailleurs nous avons l'agriculture sans doute la plus exigeante au monde en termes de standards, Mais partout où la réponse à l'exigence, c'est de ne plus produire chez nous et d'importer des choses qui sont produites avec des standards moins élevés que les nôtres depuis l'étranger, on est fou, mais on crée des dépendances. On doit absolument se battre, là, dans les prochains mois, renforcer notre action pour cette souveraineté alimentaire et agricole. Elle est nécessaire, ça passera par ces textes de loi, l'action de nos préfets à vos côtés et la capacité à sortir des projets agricoles.

Même chose du côté industriel. On a fait beaucoup de réformes ces dernières années. On est le pays le plus attractif d'Europe, c'est vrai, depuis six ans. Formidable. On réindustrialise. Pendant douze ans, on a détruit de l'emploi industriel dans notre pays. Depuis six ans, on en recrée. Il y a des territoires qui voient de l'industrie qui revient. C'est encore trop lent. Et on tient beaucoup mieux que les voisins. Mais là aussi, on a besoin d'aller plus vite parce que la souveraineté industrielle et technologique est clé. C'était France Relance, c'est maintenant France 2030. Mais là, de la même manière, il y a une conclusion heureuse qui a été trouvée au projet de simplification qui va nous permettre d'aller plus vite sur le terrain. Mais on va continuer de simplifier et d'avancer pour renforcer notre souveraineté industrielle à vos côtés. La souveraineté industrielle et agricole, vous êtes aux avant-postes de celle-ci. C'est clé pour l'indépendance du pays. Et là-dessus, au-delà des textes de loi, ce qu'on est en train de faire avec le Premier ministre et les ministres, c'est au fond de répondre à quelque chose de très simple, qui quand même légitimement nous indigne.

Comment nous pouvons vivre dans une nation qui a su faire des Jeux olympiques et paralympiques extraordinaires en sept ans ? Comment on peut être dans une nation qui rebâtit Notre-Dame en cinq ans, et à qui on dit : un agriculteur qui veut étendre son poulailler, ça sera cinq ans. Parce que c'est ça, ce qui se passe aujourd'hui. À quelqu'un qui veut monter une entreprise industrielle, dans le meilleur des cas, ce sera sept ans, si on fait toutes les procédures comme il faut. Philosophie Notre-Dame. Voilà. Méthode Notre-Dame, méthode Jeux olympiques, mais partout en France.

La semaine prochaine, le 22, on est avec le Gouvernement dans l'Allier. On va installer cette méthode avec une carte, tous les projets qu'on sort, Et on mobilise nos préfets à vos côtés dans cette philosophie pour sortir ces projets. Il faut redonner de l'espoir à vous, à vos administrés, montrer qu'on peut, pour vous à hauteur de mandat, pour eux à hauteur de la concurrence internationale, sortir des grands projets agricoles, industriels.

Et quand je dis des grands, c'est aussi des petits. On doit aller beaucoup plus vite en mettant les procédures en parallèle, en s'affranchissant des choses qui sont inutiles et des bureaucraties tatillonnes, et en retrouvant un peu de la philosophie d'action. Parce qu'au fond, c'est ça ce que vous portez, c'est ça, ce qu'on porte. Il y a ici des maires ruraux, vous avez le maire de Paris, le maire de Marseille qui sont là à vos côtés. Ce qui vous unit tous, c'est que vous portez des projets. Ce qu'on doit faire, c'est vous aider à réaliser vos projets. Et donc, au-delà des grands projets agricoles et industriels, on va continuer aussi cette méthode qu'on a porté ces dernières années, celle d'Action Corps de Ville, de Petite Ville de Demain, de Village d'Avenir, qui se dit, on agrège l'action publique et on vous aide à aller plus vite pour résoudre vos difficultés. Et donc ça, vous pouvez compter sur le Gouvernement dans ce sens.

Et puis, quand on parle d'indépendance, on parle aussi d'indépendance climatique, énergétique. La dépendance, la fragilité aux aléas climatiques, c'est une dépendance. C'est pour ça que là, on est en train d'accélérer. Vous avez vu que la fameuse programmation pluriannuelle dont on parlait depuis tant d'années, elle a été votée là il y a quelques semaines. On a la planification, ce qui était un engagement que j'avais pris en 2022 au niveau national. Maintenant, ce qu'on va faire, c'est qu'on va la faire descendre, si je puis dire, au terrain pour la faire exister. Et ça, c'est fondamental, parce que si on veut être plus indépendant sur les sujets climatiques, on doit faire deux choses.

On doit réduire nos dépendances à ce qu'on ne produit pas. On le voit en ce moment avec l'impact qu'a la fermeture du détroit d'Ormuz sur nos économies, c'est-à-dire qu'on doit accélérer l'économie d'énergie dans nos territoires, l'électrification, c'est la politique du bâtiment, de la rénovation thermique, des transports, et donc des transports en commun, de l'électrification du parc.

Tout ça, ça se décline, les ministres, au niveau local. Les intercommunalités et les communes ont évidemment un rôle clé pour porter cette politique aux côtés du Gouvernement, et c'est ce que le Premier ministre va lancer avec ses ministres, là, dans les semaines qui viennent, et le faire avec vous, c'est de décliner maintenant, de territorialiser cette planification pour vous donner les moyens de faire, avec aussi des acteurs essentiels, que sont les départements et les régions à vos côtés. Mais ça doit aller plus vite sur le terrain en vous donnant les moyens de le mettre en œuvre. Et puis être plus indépendant, c'est aussi mieux répondre aux aléas climatiques, ce qu'on fait pour s'adapter, et adapter nos communes.

Le Fonds vert a été un instrument important pour vous accompagner dans vos investissements, et on sait qu'on est dans une période plus difficile budgétairement, mais les préfets, le Gouvernement vont continuer d'accompagner cela à vos côtés pour avancer.

Mon dernier mot, une fois que j'ai parlé de vous, de cette simplification, que j'ai parlé d'indépendance dans le moment qu'on vit, tous ensemble, on a un devoir que vous portez, je le sais qu'on porte aussi, qui est en quelque sorte de protéger la nation et de la préparer à l'avenir. Evidemment, c'est inséparable de l'indépendance, mais c'est clé. Alors, vous en avez parlé aujourd'hui, et je ne veux pas m'étendre, mais on va continuer de s'engager à vos côtés sur les sujets de sécurité.

Il y a beaucoup de textes parlementaires en cours, ils sont très importants, c'est une priorité, de la sécurité du quotidien des élus que vous êtes. Et ces dernières années, sur les rodéos, sur les trafics, sur l'amélioration, justement, de la vidéosurveillance, beaucoup de choses ont été faites.

Il y a une vraie révolution qui s'est faite avec les maires ces dernières années pour améliorer ce qu'on appelle le « continuum de sécurité ». Il faut qu'on le consolide absolument, et vous savez pouvoir compter sur l'État. Je veux vous remercier pour vraiment la formidable coopération entre les polices municipales, la police nationale.

Je voudrais vous dire que pour moi, il y a une grande cause nationale sur ce sujet, sur laquelle on ne va rien lâcher, c'est le narcotraffic. Les trafics de drogue sont un fléau qui touche maintenant la totalité du territoire. C'est pour moi vraiment une des priorités. Elle touche tous les départements ministériels. On va continuer d'agir comme on l'a fait. On a passé des textes de loi, on a organisé. Au fond, on est en train de faire comme on a fait sur la lutte contre le terrorisme. On a réorganisé les services, on a spécialisé la justice, on a mis des moyens spécifiques. Ce combat, on n'y cédera rien. Parce qu'ils fichent en l'air la vie de nos villes, de nos communes, et qu'on savait depuis des années que ça touchait certaines grandes villes plus particulièrement, et qu'ils se sont toujours battus face aux réseaux de la drogue. Maintenant, ils touchent toutes les communes. Donc ça, vraiment priorité.

Ensuite, protéger, c'est évidemment parler de la santé. Là-dessus, vous en avez parlé aujourd'hui. C'est un service public essentiel. C'est souvent la première demande de vos administrés, parce qu'on a ce sujet démographique : des médecins qui vieillissent et il y a eu trop peu d'anticipation. On a fait beaucoup de choses pour rouvrir en médiant simplement à former au moins un médecin. Et là, vraiment aussi, la solution est dans la territorialisation. Il y a beaucoup de choses qui sont portées par le Premier ministre et la ministre.

On a fait ces dernières années ces comités de la refondation au niveau local, en travaillant au niveau des bassins de vie, parce que c'est là que se joue l'offre de santé. C'est au niveau d'un bassin de vie, c'est-à-dire d'une interco. Qu'entre l'hôpital, la médecine privée, les médecins, les paramédicaux, l'offre s'organise pour qu'il n'y ait pas d'un seul coup un désert. J'ai vu beaucoup d'entre vous ces dernières années sur ce sujet spécifiquement. Mais France Santé, qui a été lancée par le Premier ministre il y a quelques mois et qui, au fond, est la sœur, si je puis dire, des maisons France Services, par laquelle on a remis au niveau de chaque canton du service public. C'est ce qui va permettre d'agréger dans une logique de projet, en répondant aux spécificités de chaque territoire, la réponse à ce besoin, au fond, qu'il n'y ait plus de désert. Je ne vais pas ici m'étendre, parce qu'on sait que la réponse est multifactorielle. Nos ARS vont aussi être réformées pour pouvoir accompagner cela.

Sur l'éducation, c'est la même chose. Il y a tout un travail qui a été fait ces dernières années. On est en train de le consolider avec la formation des maîtres, la possibilité aussi de recruter plus proches du terrain, la préservation des réformes qui ont permis d'avoir moins d'élèves par classe, et puis les revalorisations salariales, le pacte enseignant qui est en train de se déployer et qui est absolument fondamental. Il y a même des maires-recteurs, paraît-il, et qui va nous permettre de, là aussi, préparer et protéger. Et puis, quand je parle de protection, je veux juste avoir un mot — et je vous rassure, je vais terminer mon propos là-dessus — pour parler des réseaux sociaux, des écrans. Vous les avez manifestement vécus en campagne.

C'est une formidable innovation démocratique, technologique, mais comme je le disais ce matin à des jeunes avec qui j'étais dans l'Aisne. Vous savez, comme dans Platon, il y a le pharmakon, c'est le médicament et le poison. On est à ce moment-là. C'est le propre des grandes démocraties. Il faut savoir, au fond, maintenant, les domestiquer. C'est le défi d'une République. Il faut revenir à hauteur d'hommes, de femmes, et que ces réseaux sociaux soient au service du projet collectif qui est le nôtre, qui est de vivre en harmonie, en démocratie, en République, et qu'ils ne soient pas en train de transformer ce qu'est la République.

La première chose qu'on est en train de faire, j'y tiens beaucoup, c'est un combat essentiel, on l'a commencé depuis des années, c'est interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans. Cette mesure, elle a été fondée scientifiquement, elle vient de loin, et j'en parle vraiment en vous disant en 2018, j'ai d'abord cru qu'on pouvait convaincre les réseaux sociaux d'enlever les contenus qui étaient négatifs. Ils ne veulent pas coopérer, ça ne les intéresse pas. On a après mis du contrôle parental. Le contrôle parental, ça ne marche pas et c'est assez injuste parce qu'en vrai, ce sont les parents les plus modestes ou les parents déjà les plus sous pression qui ne peuvent pas le faire. Comme on sait que c'est mauvais pour des enfants et des ados, il faut l'interdire.

La deuxième chose, on va prendre toute une série de textes pour permettre de mieux protéger le débat démocratique des vicissitudes des réseaux sociaux. Aujourd'hui, les algorithmes ne sont pas transparents. Aujourd'hui, il est manifeste qu'il y a des gens qui ont les réseaux sociaux qui ont certaines idées politiques qui ne sont peut-être pas celles de certaines ou certains dans cette salle. Ils les utilisent et ils poussent les contenus des gens auxquels ils croient. C'est établi par des scientifiques. La transparence des algorithmes, elle est clé. Bataille européenne. La deuxième chose, aujourd'hui, on peut pousser des contenus dans des campagnes avec des faux comptes. On va se battre au niveau européen pour interdire ces faux comptes. L'Europe doit être le premier territoire où on les interdit. L'anonymat, c'est un sujet beaucoup plus délicat, on peut le lever devant le juge, mais déjà, si on interdit les faux comptes, c'est une révolution, parce qu'on interdit les batailles numériques où, d'un seul coup, vous vous retrouvez avec des centaines de milliers de gens qui sont achetés par un tel ou un tel, qui vous attaquent et disent le pire. Et puis, on doit réguler la parole sur les réseaux sociaux, et en particulier la possibilité d'acheter cette parole dans les périodes électorales, comme on le fait dans la vraie vie, si je puis dire. Et donc ça, ce sont des chantiers qu'on est en train de finaliser.

Il y aura un projet qui sera là aussi finalisé, en même temps qu'on a consolidé le rôle de Viginium, du secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale. Le Gouvernement aura à présenter un projet de loi et des mesures réglementaires pour améliorer la protection de nos élections contre les ingérences étrangères qui vous ont parfois touchés et qui ont touché beaucoup de nos voisins. Ça, je voulais vous le dire avant de clôturer.

Voilà, Mesdames, Messieurs les maires. Je ne veux pas être plus long, mais je voulais avoir ces quelques mots pour vous dire. Le Gouvernement continue d'être à la tâche pour vous aider à mener votre mission. Ce que j'avais promis à certains d'entre vous, à vos prédécesseurs, il y a deux ans, on l'a fait. On se bat tous et on doit continuer de se battre pour l'indépendance de la France et l'indépendance de l'Europe. Cette bataille est clé. Et on est à vos côtés pour aider à avancer et à protéger. Ayant dit tout cela, je vous souhaite un magnifique mandat. Moi, je sais une chose, depuis neuf ans, vous avez toujours été à mes côtés, quelles que soient les sensibilités politiques. Et j'ai toujours vu des femmes et des hommes en responsabilité, avec nos trois couleurs au cœur, qui, à chaque fois que ça a été dur, ont été là et se battent au quotidien. Et moi, je ferai tout jusqu'au dernier quart d'heure pour que vous puissiez réaliser vos projets, vous battre au quotidien et faire ce qui vous tient à cœur. Ça, je vous le promets. Vous avez un Gouvernement qui sera à vos côtés jusqu'au bout pour vous permettre de simplifier la vie, d'aller plus vite dans vos projets, de protéger où il faudra protéger, au fond, de servir la France et la République. Parce que c'est ça, ce qui nous anime. C'est ça ce qui fait que, pour certains d'entre vous depuis quelques jours, pour d'autres depuis quelques années ou quelques décennies, vous avez décidé de mener cette aventure folle et magnifique qui est d'aller demander à des gens de mettre un bulletin dans l'urne avec son nom. C'est ça ce qui nous lie. C'est l'une des plus belles expériences qui soit. C'est l'une des plus intimidantes. C'est aussi l'une, au fond, des plus fortes et responsabilisantes. Et donc vous m'aurez toujours à vos côtés.

Vive nos maires, vive la République et vive la France.